

## Tunisie : les manifestations et l'avenir démocratique

Outre les problèmes économiques, les défis des réformes posttransitionnelles et les difficultés du gouvernement de coalition pourraient raviver la flamme contestataire.

Amel Boubekeur

**D**epuis la révolution, les manifestations de rue en Tunisie ont eu un rôle politique déterminant. Les protestations qui, en automne 2013, ont mené le gouvernement islamiste d'Ennahda à démissionner et à établir un consensus avec le parti Nidaa Tounès aujourd'hui au pouvoir et les membres de l'ancien régime sur une gouvernance commune en sont un exemple. Cependant la fragilité du nouveau gouvernement de coalition, formé en 2015, due à son absence de vision commune concernant les réformes post-transitionnelles à mettre en place, pourrait raviver les protestations rivales entre partis politiques et celles des régions défavorisées du pays.

### 2011-2013 : les rassemblements anti-troïka et la campagne 'Rahil'

**D**ès la fin 2011, les rassemblements contre le gouvernement de la troïka, une coalition tripartite que le mouvement Ennahda avait formée après sa victoire, se sont multipliés. Rassemblant des militants de gauche, mais aussi des intellectuels, des syndicats, des avocats, des activistes des droits de l'Homme et de la société civile, leur cible était commune mais leurs objectifs différents.

Pour les activistes de la société civile, les manifestations visaient à défendre les droits des individus et la neutralité des institutions contre « le comportement hégémonique » de la troïka et, en particulier d'Ennahda. Il s'agissait également de compenser par la rue leur exclusion des débats à l'Assemblée nationale constituante (ANC). Pour certains d'entre eux, historiquement proches de la gauche et des milieux « progressistes », il était également question de contrebalancer leur défaite aux élections de 2011 et de faire pression sur les orientations de l'ANC. Grâce à leurs sit-ins, ils ont ainsi obtenu plus de transparence dans l'organisation de l'Assemblée et un accès du public à ses débats (le sit-in du Bardo 2011) et la suppression d'une disposition constitutionnelle défendue par Ennahda, stipulant

qu'hommes et femmes ne sont pas égaux, mais complémentaires (fin 2012).

La participation des partis politiques aux rassemblements anti-troïka était différente et souhaitait opposer la légitimité « électorale » des islamistes à la supposée légitimité « populaire » de l'opposition. Dès fin 2012, la répartition inégale des pouvoirs entre les membres de la troïka à la faveur d'Ennahda, son mauvais fonctionnement, les retards réitérés dans l'élaboration de la nouvelle Constitution et, plus encore en 2013, l'assassinat de deux représentants de la coalition des partis de la gauche radicale Front populaire, Chokri Belaïd et Mohammed Brahmi, ont précipité l'organisation commune de manifestations anti-troïka entre divers courants idéologiques, parfois ennemis. C'est cette dynamique anti-Ennahda qui permettra à Béji Caïd Essebsi (ancien ministre de Habib Bourguiba) de fonder Nidaa Tounès (« L'Appel de la Tunisie »), et donnera naissance à une nouvelle coalition électorale, l'Union pour la Tunisie, formée de Nidaa Tounès et de partis centristes dont la représentation à l'ANC était limitée. Tenant Ennahda pour responsable de la violence qui s'installe, le Front populaire et l'Union pour la Tunisie créent, le 26 juillet 2013, le Front du salut national (FSN) et organisent des sit-ins exigeant la dissolution de l'ANC et la démission du gouvernement islamiste. L'effet majeur de cette campagne *Rahil* (le départ) au cours de laquelle se sont tenues des manifestations massives dans tout le pays, a clairement été de permettre aux membres de l'ancien régime de se regrouper au sein de Nidaa Tounès et de reconnecter avec la base électorale, malgré la dissolution de l'ancien parti de Zine el Abidin Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Lors des rassemblements de *Rahil*, des discours sur l'importance de l'identité islamique tunisienne remplaçaient les diatribes anti-islamistes habituelles, appelant au consensus national à l'adresse, entre autres, des votants déçus par Ennahda.

La campagne s'étiola, cependant, lorsque le parti islamiste au pouvoir accepta, à l'initiative de l'UGTT, l'idée

d'un dialogue national avec Nidaa Tounès, qui mènera à sa démission et à la nomination d'un gouvernement intérimaire de technocrates dirigeant le pays jusqu'aux élections présidentielles de 2014.

Remettant Ennahda et Nidaa Tounès au cœur des décisions politiques, la campagne *Rahil* a paradoxalement marginalisé le programme politique du Front populaire et des organisations de la société civile de gauche, qui s'étaient montrées les plus actifs dans l'organisation des protestations sur le terrain. Plus encore, *Rahil* a permis l'émergence d'un gouvernement de technocrates en 2014 et d'une nouvelle coalition de forces conservatrices en 2015 dont la légitimité provient principalement de leur capacité à avoir mis un terme aux mobilisations de rue. Cependant, cette trêve des protestations rivales reste fragile, Ennahda les ayant elle-même utilisées pour consolider sa présence politique tout au long de la transition.

### Les contre-manifestations d'Ennahda et les ligues pour la protection de la Révolution

**D**ès le départ de Ben Ali, l'utilisation des mobilisations de rue par Ennahda s'est révélée être à la fois une opportunité et un inconvénient dans sa stratégie ambiguë de consolidation au pouvoir. L'occupation des rues, en se présentant comme une alternative idéologique, a été une manière de résister à l'exclusion et de rééquilibrer les rapports de forces de la scène politique pré-révolutionnaire. Bien que les leaders d'Ennahda aient toujours démenti toute participation directe du parti aux manifestations publiques, ils ont largement encouragé leurs sympathisants (la jeunesse d'Ennahda et les Ligues de protection de la révolution - LPR) et autres réseaux d'opportunité, tels que les groupes salafis, à organiser des contre-manifestations en réponse à celles organisées par leurs concurrents politiques. Et cependant, en tant que parti au pouvoir engagé dans des compromis plus ou moins institutionnalisés, l'occupation des rues par leurs bases s'est souvent transformée en un obstacle à l'obtention d'une reconnaissance de la part du reste de l'élite politique.

Ces contre-manifestations ont souvent été le fait des membres des LPR et de la jeunesse d'Ennahda, les deux groupes maintenant des relations étroites et participant parfois aux mêmes protestations.

Les LPR, initialement conçues comme des comités de voisinages de défense contre les milices du RCD, se



Quatrième anniversaire de la révolution du 14 janvier 2011.  
Tunis, janvier 2015. /YASSINE GAIDI/ANADOLU AGENCY/GETTY IMAGES

sont pour partie rapprochées d'Ennahda après son arrivée au pouvoir en 2011. Elles se sont intensément mobilisées de 2012 à fin 2013, afin de soutenir la légitimité « révolutionnaire » et « électorale » d'Ennahda face aux critiques.

Il s'agissait, par une occupation rivale de l'espace public, de contrer les activités de l'UGTT, des partis de gauche, des membres de l'ancien régime et des médias, tous accusés à travers leurs critiques de la troïka de vouloir poursuivre les politiques de sécularisation et d'exclusion autoritaire de l'ancien régime.

Cette vision a été à l'origine des manifestations rivales de décembre 2011 devant l'Assemblée du Bardo. Des partis de gauche, des organisations de la société civile, ainsi que de jeunes révolutionnaires des régions qui s'y étaient réunis pour obtenir des parlementaires une plus grande transparence, s'étaient retrouvés face à un groupe disparate de supporters de football, de jeunes LPR et islamistes, leur déniaient le droit d'intervenir dans le débat public, eux qui avaient perdu les élections. En 2012, les LPR se sont opposées aux meetings du Front populaire, de Nidaa Tounès ainsi qu'à des groupes de la société civile se réclamant, eux aussi, d'une légitimité révolutionnaire tels que la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme ou l'Association nationale de défense des droits des martyrs et blessés de la révolution. Les LPR ont particulièrement tenté d'empêcher les appels aux grèves générales contre la politique économique d'Ennahda émis par l'UGTT. La jeunesse d'Ennahda s'est, quant à elle, distinguée par le lancement du sit-in d'*Ekbess* (Serre la vis) lors de l'été 2012.

Présentée comme une initiative indépendante des *Chabab al thawra* (les jeunes de la révolution), leur objectif officiel était de rappeler au premier ministre d'Ennahda de l'époque, Hamadi Jebali, son devoir d'en finir avec la corruption et les médias « partisans », d'éviter le retour des membres de la vieille garde ainsi que d'hâter le dédommagement des victimes de la dictature de Ben Ali.

Les difficultés grandissantes rencontrées par Ennahda sur le plan sécuritaire, économique et institutionnel ont cependant amené le parti à modérer l'usage des contre-manifestations, mi-2013. Face aux mobilisations massives des partis d'opposition toutes tendances confondues et de la société civile, les islamistes ont choisi finalement de délaissier la mobilisation des bases dans la rue comme un moyen de peser sur la scène politique et ont préféré des compromis et dialogues nationaux semi-officiels. Lors des négociations d'août 2013 avec Nidaa Tounès sur la possibilité d'une gestion commune du pouvoir, la dissolution des LPR a d'ailleurs été avancée comme condition explicite de tout accord. Celle-ci est devenue effective le 26 mai 2014. Le parti islamiste a pris également ses distances avec les réseaux salafis qui s'étaient joints à ses manifestations, après la révolution et a contribué même à leur exclusion de leurs manifestations de l'espace public, dès 2013.

La dynamique des contre-manifestations a été une étape importante du processus de transition tunisien. Elle a permis à des groupes politiques considérés comme illégitimes par l'élite dominante de l'après Ben Ali de s'imposer dans le débat sur les orientations de la transition. Avec l'émergence entre Ennahda et Nidaa Tounès d'un *modus vivendi* désidéologisé et privilégiant une approche technocratique de leurs oppositions et bases rivales, ces groupes ont relativement disparu de l'espace public contestataire tunisien. Cependant, cet arrangement n'a résolu aucun des conflits idéologiques et organisationnels qui se sont posés depuis le début de la transition. Il est donc tout à fait possible que l'approche des manifestations rivales soit utilisée à nouveau à cet effet par ces deux partis se partageant aujourd'hui le pouvoir, et ce notamment sous la pression de leurs militants respectifs, en demande de rétribution matérielle et symbolique.

### Les manifestations régionales contre la marginalisation politique et économique

**S**i les mobilisations pour ou contre le gouvernement de la troïka ont attiré l'attention médiatique, celles des habitants des régions économiquement et socialement défavorisées de la Tunisie n'en n'ont pas moins été porteuses de revendications politiques pendant et après la révolution. Portées par de jeunes chômeurs, des travailleurs affiliés aux cellules locales de

l'UGTT et des militants de la société civile et des droits de l'Homme, elles sont jusqu'aujourd'hui considérées par la classe dirigeante comme une menace à la consolidation de la transition politique et économique post-révolutionnaire.

Ces manifestations locales révèlent une interprétation conflictuelle de la révolution et de ses objectifs entre élites du centre et acteurs protestataires exclus. Si la première catégorie pense que le succès de la transition se mesure par l'adoption d'une Constitution et par l'organisation d'élections pluralistes, la seconde considère que la révolution avait pour but la décentralisation du pouvoir et la résorption des inégalités sociales et géographiques. Les manifestations qui ont lieu dans les régions, ont donc trait à l'emploi, à la redistribution équitable des ressources nationales, à une nouvelle représentation politique locale et à la reconnaissance de leur rôle dans la révolution. Elles sont donc souvent en porte-à-faux avec les gouvernants à Tunis appliqués à canaliser les demandes révolutionnaires en un pluralisme simplifié opposant islamistes et laïcs qui leur a permis de ne pas perdre le contrôle de la transition et des demandes égalitaristes des régions là où les partenaires étrangers du pays conditionnent leur aide financière à l'acceptation de leur exigences néolibérales.

Durant les soulèvements de 2010-2011, les « révolutionnaires » des régions ont, en effet, principalement revendiqué l'expulsion des dirigeants locaux du RCD, des agents de police et même parfois de grands patrons d'entreprises publiques, comme à Gafsa et Sidi Bouzid. Suite à leur répression par les forces de sécurité (1 500 détenus, 700 blessés et 300 morts), les associations des familles des blessés et martyrs de la révolution ont organisé de nombreuses manifestations, des sit-ins et des grèves de la faim, tout d'abord pour exiger la remise en liberté des manifestants, mais aussi pour obtenir une compensation, des soins médicaux et la poursuite en justice des responsables. Elles ont été rejointes par d'anciens prisonniers politiques, des membres de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET) et de l'Union des diplômés chômeurs (UDC), eux aussi en demande de réhabilitation sociale et professionnelle, après avoir été persécutés sous Ben Ali.

Mais ces demandes n'ont toujours pas été satisfaites dans leur ensemble et se heurtent à divers obstacles liés à la restructuration de la scène politique post-révolutionnaire, basée sur des compromis avec les acteurs des anciens régimes. Les médias nationaux, d'une part, ne traitent de ces mobilisations que sous l'angle de l'émeute et rares sont les militants des régions ayant une audience publique élargie. Les partis d'opposition, la direction de l'UGTT et Ennahda, après les avoir sollicités pour faire tomber les deux premiers gouvernements RCD lors des mobilisations de Kasbah 1 et 2, n'ont pas su accompagner ces mouvements sur la du-

rée et leur réserver une place centrale dans leurs combats après qu'un consensus eut été atteint sur la nomination du gouvernement intérimaire d'Essebsi, en mars 2011. Plus encore, les protestations des régions ont continué à être considérées comme illégales au regard des lois héritées de l'ancien régime et non réformées. Le 2 juin 2014, l'ANC approuvait une loi légalisant et amnistiant les manifestations qui ont eu lieu entre le 17 décembre 2010 et le 28 février 2011, c'est-à-dire juste avant l'arrivée au pouvoir d'Essebsi. Cependant, cette décision légitimait aussi, rétrospectivement, les poursuites menées contre ceux ayant initié des manifestations au-delà de cette période, suite par exemple aux assassinats de Belaïd et Brahim, en 2013.

Outre leur exclusion politique, les régions continuent également à dénoncer leur marginalisation économique et nombreux sont les acteurs locaux appelant à poursuivre la *thawret ezawali* (la révolution des pauvres).

Ces manifestations ont pris pour cible les politiques économiques et de développement d'Ennahda qu'ils ont accusée de favoritisme dans la redistribution d'emplois du secteur public à ses partisans. En l'absence de réponse de la part des autorités nationales, certaines manifestations pour une plus grande justice sociale, ont laissé place à une confrontation violente avec les forces de sécurité comme à Siliana en décembre 2012.

À l'image des gouvernements de la troïka et de celui technocrate de Mehdi Jomaa en 2014, les appels d'Essebsi à une « trêve sociale » en janvier 2015 ont été rejetés ainsi que les politiques d'austérité et d'augmentation fiscale annoncées. Fin 2014, les grèves dites illégales continuaient à mener à la fermeture d'administrations et d'entreprises publiques dans de nombreuses parties du pays. Les manifestants continuent de dénoncer leurs conditions de travail ou l'absence

d'emplois pour les jeunes, ainsi que la systématisation des contacts personnels et familiaux par les dirigeants d'entreprises dans leur processus de recrutement.

Enfin, le développement régional continue d'être une priorité. De nombreuses manifestations visent à réclamer des hôpitaux publics, un accès régulier à l'eau potable et au gaz et moins de pollution. Cependant, leurs animateurs sont de moins en moins confiants dans la possibilité de dialoguer avec des acteurs politiques qui perçoivent prioritairement leurs demandes comme un élément perturbateur de la consolidation d'un nouvel ordre qu'ils ont négocié entre eux et de manière exclusive pendant quatre ans, et auxquelles ils adressent une réponse sécuritaire, qu'ils justifient par la recrudescence d'actes terroristes dans ces zones, et non politique.

### Conclusion

**B**ien que les acquis institutionnels aient été cruciaux à la consolidation de la transition, l'équilibre du nouvel ordre politique incarné par la mise sous tutelle des demandes de changements par une réconciliation entre Ennahda et Nida Tounès restera fragile tant que les manifestations en Tunisie ne seront traitées de manière égalitaire et transparente.

Les protestations de rue continueront vraisemblablement, non seulement à cause des difficultés économiques, mais aussi, bien au-delà du consensus entre les principaux partis, parce qu'il n'existe pas encore de canaux efficaces pour aborder les conflits entre les législateurs régionaux et centraux, les partis du gouvernement et l'opposition, les organisations de la société civile et les mouvements informels postrévolutionnaires. ■

**FUNDACIÓN AL FANAR: traducción y análisis del mundo árabe desde 2002**



[www.fundacionalfanar.org](http://www.fundacionalfanar.org)